

**Projet de contribution du MSC à la réunion du Groupe consultatif et du Bureau du
CSA
23 juillet 2018**

Remarques à partager lors de la présentation de l'ordre du jour de la réunion

Nous savons que de nombreux points de l'ordre du jour de la 45e session plénière du CSA seront traités lors de cette réunion à travers l'ordre du jour proposé. Nous pensons en ce sens qu'il serait important de consacrer un moment spécifique à l'ordre du jour de la 45e session plénière du CSA en tant que tel. Ceci permettrait de savoir où nous en sommes de l'organisation des différentes sessions de la Plénière prévues dans la semaine et de connaître notamment l'ordre du jour de la Journée mondiale de l'alimentation et ses synergies avec la semaine de la Plénière du CSA. Nous souhaiterions suggérer de discuter des aspects liés à l'ordre du jour de la 45e session du CSA lors du point 9 de l'ordre du jour proposé, consacré à la 45e session du CSA et aux mises à jour sur les axes de travail.

1) La nutrition lors de la 45e session du CSA – Projet de décision

Nous saluons les résultats du Groupe de travail à composition non limitée sur la Nutrition qui seront présentés à la session plénière. Nous souhaiterions également mettre en évidence une attente cruciale des organisations participant au MSC en direction de cet important axe de travail du CSA. Il est pour nous essentiel d'éviter tout type de réduction des ressources disponibles au moment d'aborder le processus de cet axe de travail. Si nous voulons un CSA renforcé, nous avons besoin d'un résultat politique solide, et donc d'un processus adéquat et participatif. Les consultations régionales constituent un jalon fondamental de ce chemin vers la convergence des politiques.

Un appel ouvert devrait être lancé en direction de l'ensemble des membres du CSA pour qu'ils s'engagent aussi financièrement en faveur de cet axe de travail. La 45e session plénière du CSA pourrait aussi être l'occasion, pour les États membres intéressés, d'exprimer leur volonté à soutenir financièrement cet axe de travail. Par ailleurs, les différents groupes régionaux pourraient vouloir examiner l'idée de contribuer de manière spécifique ou d'autofinancer les différentes réunions de consultation dans leurs régions respectives.

2) Contribution du CSA au Forum politique de 2019 et au-delà – Projet de décision en vue de la 45e session du CSA

Nous sommes d'accord avec le projet de cadre de décision tel qu'approuvé par le Groupe de travail à composition non limitée. Après les expériences du Forum politique de haut niveau de 2017 et 2018, le CSA devrait mener un effort plus stratégique pour utiliser la contribution substantielle qui est la sienne au Forum politique de haut niveau. En ce sens, une stratégie claire et un effort de plaidoyer coordonné de la part des membres et participants du CSA sont nécessaires pour veiller à ce que les résultats et les messages clés du CSA soient bien reflétés dans la déclaration ministérielle finale. Cette tâche devrait figurer à l'ordre du jour des

réunions du CSA en préparation des contributions du Forum politique de haut niveau de 2019.

Le MSC voudrait exprimer sa préoccupation quant au processus et au programme final de l'événement parallèle organisé par le CSA au Forum politique de haut niveau, qui a été organisé sans consultation inclusive appropriée. A l'avenir, il sera important de garantir que le programme de l'événement parallèle ait pour objectif de présenter la soumission du CSA au Forum politique de haut niveau. Il conviendrait d'éviter que l'événement parallèle porte sur des questions sur lesquelles le CSA n'a pas encore délibéré, comme cela a été le cas cette année, avec l'accent mis sur la nutrition. Il est également important qu'une procédure régulière soit respectée pour l'organisation de l'événement parallèle, y compris des préparatifs par l'Équipe technique spéciale et une supervision par le Groupe de travail à composition non limitée. Dans l'hypothèse où l'événement parallèle serait sollicité par une agence des Nations Unies ou un État membre du CSA, ceci ne devrait pas dévier ou influencer l'objectif et le programme de l'événement parallèle.

3) Évaluation du CSA

Nous avons constaté que les sections d) et c) du projet de cadre de décision ont été ajoutées après la dernière réunion sur l'évaluation du CSA, tenue le 26 juin, qui avait convenu du texte du projet de cadre de décision jusqu'au point b).

Nous avons consacré des efforts, un engagement et une énergie énormes à la réponse à l'évaluation du CSA ces derniers mois, et nous reconnaissons particulièrement l'extraordinaire capacité de facilitation de la Chine et de l'Allemagne dans ce processus. Nous pensons que nous devrions finaliser la mise en œuvre de la réponse à l'évaluation du CSA avant la 45e session du CSA. Nous pensons que nous ne devrions pas prolonger ce processus jusqu'à l'année prochaine et croyons que cela est possible. Nous souhaiterions en ce sens partager avec vous les éléments suivants, pour examen :

- La réponse à la Recommandation 3 sur la stratégie de mobilisation de ressources peut être rédigée comme une note d'information (comme cela a été fait pour la stratégie de communication). Nous avons en fait déjà tenu de riches débats concernant la question du budget et les conclusions sont reflétées dans le rapport de mise en œuvre principal. La note d'information sur la mobilisation de ressources pourrait compiler les activités et les approches d'une stratégie de mobilisation de ressources efficace, conformément à la décision de la Plénière du CSA.
- Nous avons discuté à plusieurs reprises de la réponse à la recommandation 4 relative au rôle et à la composition du Groupe consultatif du CSA. Nous pensons que nous devrions clore ce chapitre avec les discussions prévues au mois de septembre et intégrer la proposition découlant de ces réunions à la discussion et à la décision de la Plénière.
- S'agissant des Recommandations 8 et 9, nous souhaiterions demander : Quel problème empêche donc la FAO de présenter le projet de Termes de référence pour le/la Secrétaire du CSA ? Nous pensons également que des

Termes de référence clairs pour cette fonction aideraient aussi à sélectionner le nouveau/la nouvelle Secrétaire du CSA. Nous souhaiterions en ce sens recevoir les dernières informations concernant le processus de sélection de la nouvelle personne allant occuper ce poste. Nous pensons également que les Termes de référence du Secrétaire et du Président devraient être discutés conjointement, afin d'éviter les problèmes rencontrés par le passé ; nous suggérons aussi de mettre fin à cette discussion avant la 45e plénière du CSA, si possible.

4) Suivi

Manifestation thématique mondiale de la 45e session du CSA sur le droit à l'alimentation

Nous saluons les grandes lignes présentées et pouvons apporter notre soutien à la proposition italienne d'inclure une intervention de Mme Pomodoro, Présidente de l'UNESCO, sur le droit à l'alimentation.

Le document de contexte élaboré pour l'événement montre le niveau élevé de réponses substantielles et d'efforts consacrés à la préparation de la Manifestation thématique mondiale. Il fournit des preuves de l'engagement important et continu de nombreux membres et participants vis-à-vis de l'utilisation et de l'application des Directives sur le droit à l'alimentation. Il s'agit d'un point important à reconnaître et qui doit être souligné.

Propositions relatives au suivi d'autres recommandations politiques du CSA

Nous pensons que les propositions de l'Italie et du MSC ont beaucoup d'éléments en commun en termes de processus et montrent la pertinence et la faisabilité d'avoir un processus plutôt léger et un événement de bilan lors de la Plénière de 2019.

Sur ce sujet, nous souhaiterions que soit examinée la proposition relative à la recommandation politique sur la mise en relation des petits exploitants avec les marchés et la justification donnée dans la proposition. L'avantage de ce sujet réside certainement dans le fait que des mesures significatives et spécifiques ont été prises pour sa dissémination, son utilisation et son application, y compris les ateliers régionaux organisés par le CSA en Afrique l'an dernier, l'initiative de la FAO sur le recueil de données relatives aux marchés locaux et nationaux, ainsi qu'une série d'autres efforts des gouvernements et des organisations de producteurs d'aliments pouvant aider à évaluer la pertinence continue et les progrès accomplis dans l'utilisation de ce résultat du CSA sur le terrain.

S'agissant du budget, nous remercions le Secrétariat du CSA pour l'aide apportée à la rédaction d'une proposition de budget, mais nous pensons que le coût total de ce bilan pourrait être réduit à environ 55 000 dollars, compte tenu que l'intention est d'avoir un processus léger.

Projet de décision en vue de la 45e session du CSA

Nous pouvons accepter le projet de cadre de décision en l'état, bien qu'une réunion extraordinaire du Groupe de travail à composition non limitée sur le Suivi serait le strict minimum pour superviser la préparation du processus de suivi pilote des recommandations les plus spécifiques et débattre des futures activités des travaux de suivi du CSA.

Nous pensons également qu'il est essentiel de soutenir les nombreux efforts importants des gouvernements et des participants du CSA pour utiliser et appliquer les résultats du CSA sur le terrain. Ceci peut modifier la réalité de manière efficace et contribuer à traiter les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition qui affectent un si grand nombre de nos communautés.

5) 45e session du CSA : Questions critiques et émergentes pour la sécurité alimentaire et la nutrition – Vers un Programme de travail pluriannuel stratégique pour la période 2020-2023

Merci pour les différentes options proposées. Le MSC préfère clairement l'option A. Le nombre de personnes souffrant de la faim augmente ; des régions entières sont dévastées par les conflits, les guerres, l'occupation et de nombreuses autres sont au bord de la famine. En tant qu'organisations populaires, mouvements de base et peuples autochtones, nous attendons du CSA qu'il fasse preuve de réactivité face aux réalités des graves crises qui frappent nos peuples.

Nous pensons que les rapports du HLPE ont aidé le CSA à discuter et accorder des résultats politiques cruciaux portant sur les sujets qui sont pertinents pour nos peuples. Nous ne comprenons pas pourquoi nous ne devrions pas recourir au HLPE à cette fin en 2020. Pour nous, il ne s'agit pas là avant tout d'une discussion d'ordre financier, mais d'une discussion politique. Il est fondamental de compter avec un rapport du HLPE en 2020, afin de continuer à contribuer aux discussions politiques du CSA sur la base de rapports de haut qualité, dans le but d'engendrer des résultats politiques efficaces produisant des changements tangibles.

Pour rendre le processus réalisable dans les prochains mois, nous souhaiterions suggérer de limiter la sélection du thème pour un rapport du HLPE en 2020 à la liste présentée dans la seconde note du HLPE sur les questions critiques et émergentes. À partir de là, l'on pourrait interroger les membres et les participants du CSA sur leurs préférences. La réunion du GC et du Bureau qui aura lieu au mois de septembre pourrait évaluer les commentaires, suite à quoi le Bureau pourrait choisir deux ou trois sujets proposés pour discussion et décision de la Plénière en octobre.

6) Rapport du HLPE sur les partenariats multipartites - Suivi

S'agissant du suivi à apporter à ce rapport du HLPE, nous souhaiterions soumettre les suggestions suivantes, issues des discussions au sein du MSC, à votre considération :

- Tout d'abord, il est essentiel de garantir la traduction du rapport avant la Plénière du CSA en octobre.

- Il est aussi essentiel pour nous que le CSA veille à un suivi politique véritable de l'ensemble des rapports du HLPE.
- Nous suggérons qu'aucun processus de convergence des politiques ne soit débuté sans disposer de la traduction de l'intégralité du rapport.
- La Plénière du CSA devrait discuter et convenir du type de processus de suivi à appliquer à ce rapport du HLPE.
- Afin de pouvoir disposer de différentes options possibles pour le processus de suivi, la personne chargée de la facilitation pourrait être invitée à suggérer des options pour mener une discussion préliminaire lors de la réunion du GC et du Bureau du mois de septembre, puis pour discussion et décision par la Plénière.

7) Axe de travail du CSA sur l'urbanisation et la transformation rurale

S'il est confirmé que les événements intersessions convenus par la 44e session du CSA devraient être tenus lors de la prochaine période intersessions, nous pouvons soutenir la proposition. Si c'est accepté, nous suggérons que l'Équipe spéciale technique se réunisse pour présenter à la réunion du Groupe consultatif/Bureau du mois de septembre une proposition en mesure de tisser un lien fonctionnel et efficace entre ces événements et les discussions du Programme de travail pluriannuel en 2019.

8) Rapport annuel 2018 du CSA

Conformément à ce que nous avons exigé dans le cadre des discussions sur le budget lors des dernières réunions, nous avons demandé au Secrétariat du CSA d'inclure le budget détaillé du MSC à ce rapport, dans le but de fournir aux membres et autres participants des informations transparentes et complètes sur son budget. Nous pensons qu'une telle pratique devrait être appliquée par défaut par l'ensemble des organes du CSA au moment de présenter leurs rapports financiers à l'avenir.

9) 45e session du CSA, mise à jour sur les axes de travail et le budget

45e session du CSA

Nous aurons les questions et suggestions suivantes sur l'ordre du jour et le calendrier :

- Nous saluons le fait que la dernière réunion du Bureau et du Groupe consultatif ait accepté et soutenu l'idée d'attirer l'attention des participants de la session d'ouverture de la 45e session du CSA sur la Journée internationale des femmes rurales. En cette veille de la Journée internationale de l'alimentation, nous voulons vous transmettre notre attente que cette importante journée soit non seulement mentionnée mais que sa célébration fasse aussi l'objet d'un engagement concret en invitant une représentante des femmes rurales comme oratrice principale pour aborder ce sujet. Cette proposition permettrait aussi de relier la session d'ouverture du CSA à la prochaine discussion sur le SOFI, les femmes et les

filles étant les plus affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et permettrait d'améliorer l'équilibre des genres du panel d'ouverture du CSA.

- Pourriez-vous fournir plus de détails concernant l'ordre du jour de la Journée mondiale de l'alimentation ? La FAO pourrait-elle fournir des informations sur sa préparation ? Quel sera le rôle du CSA lors de cette journée ? Comment les sujets discutés lors de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation seront-ils placés en synergie avec le reste de l'ordre du jour de la 45e session du CSA, afin d'éviter que cette journée ne soit pas isolée de la semaine du CSA ?
- Comment les discussions sur le SOFI et le SOFA seront-elles orientées ? Il est important de respecter la nature multi-acteurs et l'esprit du CSA. Nous espérons donc que des intervenant-e-s du MSC soient inclus-e-s aux tables rondes et suggérerons des noms en fonction des sujets et des exigences spécifiques de ces panels. Il serait important de disposer des deux rapports, notamment le SOFA, à l'avance, afin de faciliter la préparation du panel.

Budget

Nous comprenons que les prochaines contributions de l'UE au CSA et au HLPE n'ont pas été incluses aux projections budgétaires pour 2018/2019. Quel aspect le budget aurait-il si ces contributions engagées, ainsi que les autres contributions possibles engagées ou promises des autres bailleurs étaient incluses ?

Dans notre cas, nous souhaiterions informer les participants à la réunion que l'approbation du financement de l'Agence de développement suisse et du FIDA a considérablement amélioré la situation budgétaire du MSC, et que nous avons également déjà inclus la contribution à laquelle s'est engagée l'UE. Nous souhaiterions leur exprimer notre gratitude pour ces importantes contributions, qui nous ont aidés à réduire le déficit budgétaire du MSC pour la période 2018/2019 de manière très significative.

Comme indiqué précédemment, nous suggérons que la fourniture d'informations très détaillées au Bureau et au Groupe consultatif du CSA devienne la norme et souhaiterions suggérer d'inclure la version détaillée du budget du MSC à l'ensemble des futures éditions de ce budget. La transparence du budget du Secrétariat du CSA pourrait aussi être approuvée, comme nous l'avons proposé lors de la réunion du GC/Bureau du mois de mai.

Comme mentionné précédemment aujourd'hui, nous pensons que le prochain processus de convergence des politiques consacré aux systèmes alimentaires et à la nutrition constitue une occasion d'obtenir un soutien financier des membres et des régions pour ses différentes composantes.